NE LAISSEZ PAS L'AFRIQUE BRÛLER!

Amis de la Terre Afrique

OCTOBRE 2022

Une prise de position des Amis de la Terre Afrique sur l'exploitation du gaz en Afrique

NE LAISSEZ PAS L'AFRIQUE BRÛLER!

Amis de la Terre Afrique
OCTOBRE 2022

Principaux auteurs: Babawale Obayanju, Ubrei-Joe Maimoni Mariere **Contributeurs**: Dipti Bhatnagar, Madeleine Race, Amos Yesutanbul, Avena Jacklin, Anabela Lemos, Lise Masson. **Image de couverture:** Dump Fury, Ojota Lagos ©Bernard Kalu www.bernardkalu.com **Design:** tellit@tellthatstory.com.ng

CONTENU

1. INTRODUCTION 3
2. CCNUCC : L'INACTION ET LES IMPACTS SUR LES PEUPLES AFRICAINS 3
3. L'AFRIQUE : LA MOINS POLLUANTE MAIS LA PLUS TOUCHÉE 4
4. LE GAZ : PAS UNE SOURCE D'ÉNERGIE PROPRE, NI UN CARBURANT DE TRANSITION 5
5. UNE TRANSITION JUSTE : L'AFRIQUE PEUT PASSER À UNE ÉNERGIE RENOUVELABLE, DÉMOCRATIQUE ET CENTRÉE SUR LES POPULATIONS 6
6. NOTRE APPEL : ARRÊTEZ DE FINANCER LES ÉNERGIES FOSSILES ! 7

Site de torche à gaz, Rumuekpe, État de Rivers, Nigeria © Babawale Obayanju

INTRODUCTION

Avant que le monde ne soit témoin de la pandémie de COVID-19 et de la guerre russe contre l'Ukraine, de nombreux pays européens faisaient au moins semblant de faire des plans pour une transition énergétique. Aujourd'hui, certains de ces pays, comme l'Allemagne et l'Italie, courtisent les gouvernements africains pour faire avancer les nouvelles infrastructures pétrolières et gazières. Ces projets conduiraient le continent, et le monde, à une catastrophe climatique irréversible.
Cet engouement pour le gaz en Afrique n'est pas une solution à long terme, mais c'est un gain à court terme pour les pays européens, qui cherchent d'autres sources d'approvisionnement en gaz pour compenser leur manque à gagner suite à l'attaque injuste de la Russie contre l'Ukraine. Les sociétés pétrolières et gazières, qui cherchent à réaliser d'énormes profits grâce à de nouveaux projets, n'ont pas changé d'avis. Le gaz africain sera utilisé pour alimenter l'économie européenne pendant que le continent africain continue de brûler.
Les communautés d'Afrique, et du monde entier, subissent déjà les effets néfastes de la crise climatique. Les événements météorologiques sont devenus plus fréquents et plus extrêmes en raison du changement climatique. Nous sommes confrontés à davantage de sécheresses, d'inondations, de cyclones et d'ouragans, qui menacent nos approvisionnements alimentaires, nos infrastructures, nos vies et les moyens de subsistance des communautés qui n'ont pas toujours les ressources nécessaires pour reconstruire ou se reloger. Le continent africain est celui qui se réchauffe le plus rapidement parmi les autres continents et qui a le moins de ressources pour s'adapter[1].

CCNUCC : l'inaction et les impacts sur les peuples africains

Malgré les nombreux engagements et efforts des gouvernements pour s'attaquer aux causes du réchauffement climatique, les émissions de CO2 provenant de l'énergie et de l'industrie ont augmenté de 60 % depuis la signature de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) en 1992[2].

En 2016, le rapport "Décennie Zero[3]" des Amis de la Terre International indiquait que nous sommes entrés dans les dernières années où nous pouvons encore lutter contre le changement climatique, uniquement si les gouvernements et les entreprises prennent des mesures de toute urgence, basées sur l'équité et la justice.
Six ans plus tard, de nombreux gouvernements, y compris des dirigeants africains, sont toujours aux côtés de l'industrie des combustibles fossiles et des entreprises agroalimentaires pour augmenter les

ENCADRÉ 1: Les récits de malheurs du Nigeria

Depuis plusieurs décennies, le pétrole et le gaz sont extraits dans de nombreux pays du continent africain, laissant derrière eux une traînée de pollution et de désespoir. Le delta du Niger, au Nigeria, a connu l'une des pires formes de pollution - déversements de pétrole brut et torchage - avec plusieurs millions de tonnes de CO2 rejetées dans l'atmosphère entre 1971 et 2016[22].

La National Oil spill detection and Response Agency, NOSDRA, a déclaré que "1,8 milliard de pieds cubes standard (SCF) par jour de gaz ont été brûlés à la torche au cours des neuf dernières années"[23]. Rien qu'en 2020, du gaz naturel d'une valeur de 1,24 milliard de dollars a été brûlé par les compagnies pétrolières, ce qui pourrait générer la consommation annuelle d'électricité de 804 000 Nigérians[24].

Environ 60 % de la totalité des expéditions de gaz naturel liquéfié (GNL) du Nigeria sont exportées vers l'Europe[25].

émissions de gaz à effet de serre. Ils prônent de fausses solutions telles que les engagements "Net Zero", la compensation et les "solutions basées sur la nature", ainsi que la dernière tentative d'exportation de gaz africain vers l'Europe.
En avril 2022, la population de Durban, dans la province sud-africaine du KwaZulu Natal, a été frappée par des inondations soudaines et dévastatrices qui ont détruit des maisons et des moyens de subsistance. 443 personnes sont mortes et plusieurs routes ont été emportées.
Ceci n'est qu'un exemple de conséquences extrêmes du changement climatique sur le continent et la raison pour laquelle les militants pour la justice climatique en Afrique exigent que les dirigeants du monde entier tiennent leurs promesses à l'approche des négociations climatiques de la COP27 qui se tiendront en Égypte en novembre 2022.
Si les gens et la planète comptent vraiment pour ces décideurs, aucun nouveau projet d'extraction de combustibles fossiles ne devrait être approuvé en Afrique. Nous devons soutenir une transition juste, équitable et féministe vers les énergies renouvelables, en gardant à l'esprit la responsabilité commune mais différenciée des pays. Les pays riches du Nord Global les plus responsables des émissions historiques et actuelles doivent agir très rapidement pour mettre fin aux émissions de gaz à effet de serre (GES), tout en payant leur juste part aux[4] nations les moins contributrices afin de faciliter leur transition vers un système énergétique juste et propre.

ENCADRÉ 2 "NET ZÉRO" : UNE TACTIQUE DE BLANCHIMENT ÉCOLOGIQUE PAR LE RETARD ET LE DÉNI DE RÉALITÉ

Nous n'avons pas besoin de fausses solutions comme le "net zéro" et les "solutions basée sur la nature" pour prétendre dissimuler les dommages et la destruction que les combustibles fossiles ont causés et continuent de causer.
Lumumba Di-Aping, négociateur soudanais pour l'Afrique, a déclaré en 2009 que "l'augmentation de la température moyenne mondiale de 2°C serait un pacte de suicide pour l'Afrique". L'accent doit être mis sur l'élimination progressive et rapide des combustibles fossiles (pétrole, gaz et charbon), de l'énergie nucléaire et d'autres énergies sales et nocives, tout en recherchant des options d'énergie renouvelable sûres et propres, telles que l'énergie éolienne et solaire.[26]"

Les pays et les entreprises utilisent les déclarations "net zéro" pour tenter d'éviter tout examen minutieux tout en continuant à brûler des combustibles fossiles ou à mener des activités à fortes émissions. L'allégation de "net zero" ou de neutralité repose sur l'hypothèse que les émissions peuvent être "équilibrées", en réduisant ou en évitant les émissions d'ailleurs, ou en retirant le carbone de l'atmosphère. Les acteurs peuvent désormais acheter cet "équilibre" en achetant des crédits de compensation carbone, plutôt que de prendre des mesures pour réduire les émissions à la source.

Le grand nombre d'engagements "net zéro" pris par les entreprises nécessiterait à lui seul des quantités impossibles de terres, souvent pour planter des monocultures d'arbres à des fins de compensation[27]. Cela signifie une ruée vers les terres et les clôtures dans le Sud, avec des impacts dévastateurs sur la biodiversité locale et les moyens de subsistance. L'accaparement des terres et des forêts en Afrique plongerait le continent et ses populations dans un état encore plus précaire.

L'AFRIQUE : LA MOINS POLLUANTE MAIS LA PLUS TOUCHÉE

L'Afrique est le continent le plus vulnérable aux ravages des impacts climatiques, tout en étant le moins responsable des émissions.

L'Afrique a une longue histoire d'extractivisme colonial, des terres et des peuples, qui s'est transformé en extractivisme néocolonial, corporatif et impuni[5].

Les combustibles fossiles sont extraits et exportés à grande échelle à travers le continent, pour être brûlés et faire des profits ailleurs. Par exemple, en 2019, plus d'un quart des émissions de carbone de

Photo : Des enfants rentrent chez eux dans la communauté marécageuse d'Ebaba Ekperi, dans l'État d'Edo, au Nigeria. © Babawale Obayanju

l'Afrique ont servi à des consommateurs à l'étranger[6]. Au cours des 62 dernières années, les activités émettrices de GES du continent n'ont représenté que 3,3 % des émissions mondiales[7].
Pendant ce temps, les peuples supportent le poids des impacts climatiques - subissant les impacts de l'extraction des combustibles fossiles tels que les déversements de pétrole brut et le torchage du gaz, et sont également confrontés à une énorme et injuste pauvreté énergétique. Environ la moitié de la population africaine n'aurait toujours pas accès à l'électricité[8].Cette pauvreté énergétique est l'excuse utilisée par certains dirigeants africains pour ouvrir de nouveaux gisements de gaz. Ces énormes projets d'infrastructures ne feront qu'aggraver la pauvreté, car des terres et des moyens de subsistance seront perdus, comme c'est déjà le cas au Mozambique, au Nigeria et dans de nombreuses régions du continent. Continuer à prétendre que le gaz est nécessaire au développement et à la prospérité économique ne ferait que nier la science du climat et les impacts qui se manifestent déjà et qui révèlent clairement que l'exploration des combustibles fossiles incinérerait et appauvrirait le continent.

LE GAZ : NI UNE SOURCE D'ÉNERGIE PROPRE, NI UN COMBUSTIBLE DE TRANSITION

Le gaz fossile - appelé à tort "combustible de transition" et présenté comme une solution énergétique propre - dégage du méthane. Le méthane, l'un des principaux composants du gaz fossile, est 34 fois plus puissant que le CO2 pour piéger la chaleur dans l'atmosphère terrestre sur une période de 100 ans et 86 fois plus puissant sur 20 ans[9]. Ses concentrations atmosphériques ont augmenté d'au moins 150 % depuis la révolution industrielle. En raison de sa puissance, plus il y en a dans l'air, plus il sera difficile d'empêcher les températures de la planète de s'envoler au-delà des objectifs climatiques mondiaux, à savoir rester en deçà de 1,5°C[10]. Avec les récits des malheurs des champs pétroliers dans des endroits comme le delta du Niger, nous pouvons être sûrs que si de nouveaux champs gaziers sont ouverts, les fuites de méthane seront à l'ordre du jour.

Le gaz n'est pas un carburant propre. Le gaz n'est pas un carburant de transition. Le gaz n'est pas nécessaire au développement. Dans le monde entier, le gaz n'a jamais été un modèle énergétique durable en raison des ravages qu'il a causés dans de nombreux pays en

ENCADRÉ 3: LA MENACE DU GAZ AU MOZAMBIQUE

Les communautés de Cabo Delgado au Mozambique ont perdu leurs terres et leur accès à l'océan en raison de l'expansion des projets gaziers sur leur littoral. Elles sont également victimes depuis peu de cyclones et d'inondations amplifiés par une crise climatique qu'elles n'ont pas créée.
L'exploitation gazière en cours dans la région se transforme déjà en cauchemar pour la population, avec des violations des droits humains, une augmentation des conflits, des insurrections et de la militarisation.
Les communautés qui vivaient autrefois de l'agriculture et de la pêche sont maintenant privées de leur vie et de leurs moyens de subsistance.
L'extraction de gaz proposée et les activités extractives déjà existantes sont principalement orientées vers l'exportation. Les trois quarts de tout le gaz produit au Mozambique sont exportés. Pendant ce temps, moins de 5 % de sa population utilise des combustibles de cuisson propres et moins de 30 % ont accès à l'électricité[28]. "La réalité de l'extraction du gaz pour les populations africaines est dévastatrice".
La pression accrue en faveur du gaz est une réponse à l'invasion russe en Ukraine, qui a menacé la sécurité énergétique de l'Europe. Elle est soutenue par le récent vote de l'Union européenne visant à reclassifier les projets gaziers comme "verts", ce qui les rend éligibles à des prêts et subventions à faible coût. Justiça Ambiental, JA !, a récemment lancé un site web de campagne *www.stopmozgas.org* comme outil de résistance contre la poussée du gaz au Mozambique et sur le continent Africain.

Photo : Pêcheurs de Cabo Delgado touchés par l'exploitation du gaz @ Justiça Ambiental

développement et de sa contribution aux émissions mondiales de CO2. En Afrique, nous n'avons pas créé la crise climatique, mais nous ne voulons pas non plus de combustibles fossiles dans l'avenir de nos pays[11]. Ils profitent aux élites et non aux populations.
Ce dont le monde a besoin maintenant pour sortir rapidement de la crise climatique, c'est de laisser le pétrole et le gaz dans le sol, le charbon dans le trou, et les sables bitumineux dans la terre[12].

L'Agence internationale de l'énergie (AIE), dans son récent rapport (Net Zero by 2050), a déjà établi que si le monde veut éviter un changement climatique catastrophique et irréversible, aucun nouveau gisement de pétrole et de gaz ne devrait être exploité. De même, le secrétaire général des Nations unies, António Guterres, aurait déclaré qu'investir dans de nouvelles infrastructures de combustibles fossiles était une "folie morale et économique[13]". Malgré ces révélations, le document technique de l'Union africaine propose que "à court et moyen terme, les combustibles fossiles, en particulier le gaz naturel, devront jouer un rôle crucial dans l'élargissement de l'accès à l'énergie moderne, en plus de l'accélération de l'adoption des énergies renouvelables[14]".

Lors de la prochaine COP27 (conférence des Nations unies sur le climat) en novembre prochain, le comité technique de l'UA, composé des ministres de l'énergie, proposera le document technique de la position commune africaine pour adoption par les chefs d'État africains. Ce document note que plus de 600 millions d'Africains n'ont pas accès à l'électricité et que, pour y remédier, "l'Afrique continuera à déployer toutes les formes de ses abondantes ressources énergétiques, y compris les énergies renouvelables et non renouvelables, pour répondre à la demande d'énergie[15]". Mais cette position commune africaine sur l'accès à l'énergie et la transition énergétique ne prévoit rien de concret pour augmenter la production d'énergie renouvelable dans le cadre d'une transition énergétique et cibler l'énergie décentralisée pour les 600 millions d'Africains qui n'y ont actuellement pas accès.
Le document ne fait que promettre une Afrique dirigée par l'extraction du charbon, du pétrole et du gaz, malgré la menace qu'ils représentent pour le développement, la santé, la biodiversité et notre climat[16].

Nous nous opposons à cette position car les crises climatiques aggravées auxquelles sont confrontés les Africains exigent une transition rapide et juste vers des sources d'énergie renouvelables propres et décentralisées si nous voulons avoir une chance de survivre.

UNE TRANSITION JUSTE : L'AFRIQUE PEUT PASSER À UNE ÉNERGIE RENOUVELABLE, DÉMOCRATIQUE ET CENTRÉE SUR LES POPULATIONS

Il est essentiel pour la justice planétaire et pour les peuples africains que l'Afrique change de voie en matière de développement énergétique. Nous devons abandonner les combustibles fossiles nocifs au profit d'un système énergétique transformé, propre, renouvelable et démocratique, au service des populations. Le déploiement de solutions renouvelables décentralisées pour les plus de 800 millions de personnes dans le monde qui n'ont pas l'électricité, dont 85% vivent dans des zones rurales[17], est une option meilleure et moins coûteuse pour l'électrification que la pose de nouveaux gazoducs qui accapareraient des terres sur leur emprise et entraîneraient la perte de moyens de subsistance.

Nous devrions adopter "**Un plan d'énergie renouvelable pour une reprise juste en Afrique**"[18]. Récemment publiée par les Amis de la Terre Afrique, cette vision du changement de système montre qu'il est non seulement urgent mais aussi tout à fait possible de réduire les émissions, de transformer le système énergétique et de soutenir une reprise juste sur le continent. Elle met en évidence le fait que la transformation nécessaire vers les énergies renouvelables, basée sur les principes clés de

la suffisance énergétique, de la souveraineté énergétique et de la vision de l'énergie comme un bien commun plutôt que comme une "marchandise", est possible.

Le **plan** fournit une analyse fondée sur la nécessité de prévenir les pires effets du changement climatique et de limiter l'augmentation de la température moyenne mondiale à 1,5 °C par rapport au niveau préindustriel. Sur la base de recherches et de modélisations, il montre qu'il est possible et réalisable d'atteindre un objectif de 100 % d'énergies renouvelables pour l'Afrique d'ici 2050. L'Afrique dispose de suffisamment de sources d'énergie renouvelables pour soutenir une voie de développement visant à résoudre la pauvreté énergétique, à créer des emplois pour les Africains et à réduire les émissions.

Les gouvernements africains doivent reconnaître l'énergie renouvelable "détenue et contrôlée par la société" comme un droit et veiller à ce qu'elle soit considérée comme une priorité dans les programmes politiques et les budgets fiscaux. **L'énergie ne doit pas être développée uniquement pour le profit, mais pour assurer la dignité de tous les peuples** et réduire la pauvreté énergétique afin de catalyser des sociétés durables. Les gouvernements Africains doivent travailler avec tous les peuples et éliminer tous les obstacles susceptibles de retarder les progrès et/ou de nuire à la réalisation de cet objectif. Nous devons appeler les pays du Nord à rembourser leur dette climatique à l'Afrique et au Sud global, en nous soutenant dans le développement de systèmes d'énergie renouvelable communautaires[19], et non de systèmes basés sur le charbon, le pétrole et le gaz. Ces gouvernements doivent honorer leur proposition de contribution annuelle de 100 milliards de dollars aux fonds verts pour le climat qui soutiendraient les efforts d'adaptation et d'atténuation du Sud global. Nous exigeons des pays industrialisés pollueurs une dette climatique annuelle de 2 000 milliards de dollars, soit le montant qu'ils dépensent actuellement en matériel militaire et en guerre chaque année. Cette somme permettra de payer les pertes et les dommages et servira de réparation partielle pour les préjudices historiques.

NOTRE APPEL : ARRÊTEZ DE FINANCER LES COMBUSTIBLES FOSSILES !

Les parties à la CCNUCC ont convenu de supprimer progressivement le financement[20] des projets énergétiques à forte intensité de carbone dans le texte, mais sans fixer de calendrier précis pour mettre fin au soutien au pétrole et au gaz. Avec la promotion du gaz et son étiquetage comme "vert", il est évident que cet accord n'est qu'un vœu pieux. Fatih Birol[21], directeur exécutif de l'AIE et l'un des plus grands économistes de l'énergie au monde, a déclaré au Guardian : "Si les gouvernements prennent au sérieux la crise climatique, il ne peut y avoir de nouveaux investissements dans le pétrole, le gaz et le charbon, à partir de maintenant – partant de cette année."

Nous demandons que, plutôt que de réclamer à cor et à cri l'ouverture de nouveaux gisements de gaz, ces financements soient canalisés vers les questions de pertes et de dommages, le paiement des dettes climatiques, l'adaptation au climat et l'investissement dans des énergies renouvelables propres et sûres pour les populations.

L'exploration du gaz naturel s'apparente à l'extraction de combustibles fossiles. Le gaz naturel ne doit pas être encouragé en cette période dangereuse où l'horloge des températures se rapproche de 1,5°C et plus.

Les gouvernements doivent de toute urgence commencer à coopérer à une élimination progressive coordonnée de la production et de la consommation de combustibles fossiles, en plaçant l'équité au centre de leurs préoccupations.

Les gouvernements africains doivent profiter de l'accueil de la COP27 cette année pour exiger des mesures ambitieuses en matière d'adaptation et de financement du climat, y compris la réduction des émissions à la source.

Nous devons accélérer la transformation vers un monde climatiquement juste en transformant notre système énergétique, sur la base de principes tels que la suffisance énergétique pour tous, la souveraineté énergétique, la démocratie énergétique, l'énergie en tant que bien commun, l'énergie 100 % renouvelable pour tous, l'énergie renouvelable appartenant à la communauté et à faible impact.

Le gaz n'est pas une voie de transition mais un obstacle à une transition énergétique juste.

Soutenez cet appel à ne pas brûler l'AFRIQUE ! Rejoignez la lutte pour stopper toute action visant à ouvrir de nouveaux champs gaziers en Afrique !

NE LAISSEZ PAS L'AFRIQUE BRÛLER!

Amis de la Terre Afrique
OCTOBRE 2022

Friends of the Earth Africa groups

Cameroon- The Center for Development and the Environment [CED]
Ghana - Friends of the Earth Ghana
Liberia - Sustainable Development Institute
Mali - Guamina
Mozambique- Justiça Ambiental [Ja!]
Nigeria - Environmental Rights Action
Sierra Leone- Friends of the Earth Sierra Leone
South Africa - groundWork
Tanzania - Lawyers' Environmental Action Team [LEAT]
Togo - Les Amis de la Terre-Togo
Uganda- National Association of Professional Environmentalists [NAPE]

NOTES EN FIN DE TEXTE

1 https://african.business/2022/08/energy-resources/climate-friendly-alternatives-will-benefit-africa-more-than-natural-gas/
2 https://iea.blob.core.windows.net/assets/deebef5d-0c34-4539-9d0c-10b13d840027/NetZeroby2050-ARoadmapfortheGlobalEnergySector_CORR.pdf
3 https://www.foei.org/wp-content/uploads/2016/11/08-FoEI-decade-zero-ENG-lr.pdf
4 https://www.foei.org/what-we-do/climate-justice-and-energy/climate-fair-shares/
5 https://roape.net/2021/12/16/europe-underdeveloped-africa-legacy-walter-rodney/
6 https://mo.ibrahim.foundation/sites/default/files/2022-05/2022-Ibrahim-Forum_Facts-Figures.pdf
7 https://mo.ibrahim.foundation/sites/default/files/2022-05/2022-Ibrahim-Forum_Facts-Figures.pdf
8 https://www.economist.com/graphic-detail/2019/11/13/more-than-half-of-sub-saharan-africans-lack-access-to-electricity
9 https://www.ucsusa.org/resources/environmental-impacts-natural-gas
10 https://www.nationalgeographic.com/science/article/super-potent-methane-in-atmosphere-oil-gas-drilling-ice-cores
11 https://iea.blob.core.windows.net/assets/deebef5d-0c34-4539-9d0c-10b13d840027/NetZeroby2050-ARoadmapfortheGlobalEnergySector_CORR.pdf
12 https://www.oilwatch.org/2021/10/04/2039/
13 https://www.energyvoice.com/oilandgas/400595/investing-in-new-fossil-fuels-is-moral-and-economic-madness-un-chief/
14 https://www.theguardian.com/world/2022/aug/01/african-nations-set-to-make-the-case-for-big-rise-in-fossil-fuel-output
15 https://au.int/en/pressreleases/20220722/africa-speaks-unified-voice-au-executive-council-adopts-african-common
16 https://dont-gas-africa.org
17 https://trackingsdg7.esmap.org/
18 https://www.foei.org/publication/a-just-recovery-renewable-energy-plan-for-africa/
19 https://www.project-syndicate.org/commentary/germany-italy-misguided-investment-in-african-fossil-fuels-by-mohamed-adow-2022-07
20 https://www.bbc.com/news/science-environment-57203400
21 https://www.theguardian.com/environment/2021/may/18/no-new-investment-in-fossil-fuels-demands-top-energy-economist
22 https://iea.blob.core.windows.net/assets/deebef5d-0c34-4539-9d0c-10b13d840027/NetZeroby2050-ARoadmapfortheGlobalEnergySector_CORR.pdf
23 https://www.worldometers.info/co2-emissions/nigeria-co2-emissions/
24 https://www.premiumtimesng.com/news/headlines/458507-analysis-as-nigeria-continues-to-miss-gas-flaring-deadlines-huge-revenue-is-lost.html
25 https://www.premiumtimesng.com/news/headlines/458507-analysis-as-nigeria-continues-to-miss-gas-flaring-deadlines-huge-revenue-is-lost.html
26 https://www.motherjones.com/environment/2009/12/poor-countries-g77-suicide-pact-copenhagen/
27 https://www.foei.org/publication/fossil-futures-built-on-a-house-of-cards/
28 https://mo.ibrahim.foundation/sites/default/files/2022-05/2022-Ibrahim-Forum_Facts-Figures.pdf

AMIS DE LA TERRE AFRIQUE (FoEA) est un collectif d'organisations souveraines travaillant avec des communautés de base sur des luttes environnementales et basées sur les droits dans la région africaine. Nous cherchons à contribuer au renforcement des groupes nationaux en Afrique en développant des stratégies collectives pour comprendre, exposer et démanteler les causes profondes des crises superposées auxquelles nous sommes confrontés dans la région. Grâce à une coordination à l'échelle du continent, **FoEA** s'efforce de renforcer le pouvoir du peuple en vue d'un programme africain commun pour la justice environnementale, économique, sociale et de genre.

www.foeafrica.org / www.foei.org

Mobilize resist transform

Friends of the Earth Africa
Secretariat
P.O.Box 2375, Pietermaritzburg, 3200 South Africa

Tel: +27333425662
nerisha@foei.org
***FOLLOW US** on twitter.com/FoEAfrica*
facebook.com/foeafrica

Amis de la Terre Afrique